

Stéphane Rossini ***Conseiller national***

Economie et société

L'ébullition et la fièvre qui caractérisent cette période de haute tension économique révèlent les contradictions et surtout les conséquences négatives pour la société d'une économie fondée d'abord sur la finance, suspendue sans cesse et par-dessus tout aux lèvres des fluctuations boursières.

Le yo-yo des indices génère tantôt pertes et paniques, tantôt profits indécents. Ses conséquences sur le fonctionnement bancaire et leurs collaborateurs les plus grassement payés (certains, les plus dangereux, à coup de bonus disproportionnés et indécents) ou sur l'attitude des entreprises cotées posent problème. L'économie au service de la finance et non de la société nous fait courir de grands risques. La pression sur les salariés se renforce et les inégalités s'accroissent. Les déficits boursiers mettent en péril de nombreuses caisses de pensions. Les entreprises délocalisent. Les taux de profit recherchés ne sont plus raisonnables.

Après avoir prôné le laisser-faire et vanté les mérites sans limite de la concurrence et du marché, les partis bourgeois ont évidemment quelque peine à imaginer un Etat fort, garant d'une prospérité partagée, mais aussi de la cohésion sociale. Une économie forte ne pourra cependant l'être qu'avec l'existence d'un Etat régulateur. Un Etat qui, non seulement, financera les conditions-cadre que sont la formation, la recherche, l'innovation ou les infrastructures, mais se souciera aussi des dérapages et des abus ou des modalités de gouvernance de l'économie.

Dans ce contexte, s'il faut un plan d'action pour pallier les conséquences du franc fort sur notre économie d'exportation et la cherté de certains produits, il importe d'avoir également des règles claires pour caractériser ce soutien. Ce ne sont pas des cadeaux supplémentaires aux profiteurs qu'il s'agit de soutenir, mais des mesures qui profitent à toutes et tous. Ainsi, réduire les charges de la branche de l'hôtellerie et de la restauration sans que le prix du notre café ou du plat du jour ne soit également baissé, ce qui arrivera à coup sûr !, c'est augmenter

les marges de profits et non améliorer notre capacité concurrentielle.

Ce qui se trame démontre que le capitalisme, dans son fonctionnement et ses conséquences, doit être repensé, aménagé. Les dérives de la financiarisation outrancière de la société nuisent de plus en plus à cette même société. L'économie au service d'une prospérité partagée est possible. Faut-il avoir le courage d'oser y penser !

[Retour](#)